

Expo universelle : « C'est un grand moment pour la France » Jean-Christophe Fromantin, député maire (DVD), préside ExpoFrance 2025.

NEUILLY-SUR-SEINE

PAR FLORENCE HUBIN

ÇA VALAIT LE COUP d'être patient. La candidature de la France pour accueillir l'Exposition universelle de 2025 est désormais officielle. Le président de la République a annoncé hier en conseil des ministres le prochain dépôt du dossier de candidature auprès du Bureau International des Expositions (BIE).

Six ans après son lancement par Jean-Christophe Fromantin, député maire (DVD) de Neuilly-sur-Seine, cette annonce valide enfin le projet ExpoFrance 2025, soutenu par vingt-six grandes entreprises mécènes qui le financent et les quelque 110 000 personnes qui ont rejoint son comité de soutien.

DES RETOMBÉES ÉVALUÉES
À 23 MILLIARDS D'EUROS

« Je suis très content, bien sûr, réagit Jean-Christophe Fromantin, qui préside ExpoFrance 2025. On y va ! C'est un grand moment pour la France car les Expositions universelles permettent à un pays d'engager une véritable dynamique d'innovation, de développement et de créativité en lien avec le monde. »

Une satisfaction d'autant plus grande que le projet de candidatu-

re avait été freiné ces derniers mois par la maire (PS) de Paris, Anne Hidalgo, opposée notamment à ce que le privé ait seul la main sur le projet. La candidature sera désormais portée par un Groupement d'intérêt public (GIP), qui devra être créé très prochainement, « où ExpoFrance détient une minorité de blocage avec 40 % des voix, l'Etat a 30 %, la ville de Paris, la Métropole et la région 10 % chacun, détaille Jean-Christophe Fromantin. Cela permet à l'État de prendre toute sa place et à nous, ExpoFrance, de garder la maîtrise du projet en gardant la dynamique. » Tout s'est joué pendant l'été et, selon le maire de Neuilly, la mobilisation de ses partenaires aurait fait pencher la balance, apportant la preuve de la viabilité du projet, évalué à 1,5 Md€ pour 23,2 milliards de retombées économiques et environ 160 000 emplois. Les partenaires entreprises participeront au financement, comme l'Etat et les collectivités, mais le GIP devra lancer un emprunt garanti par l'Etat.

La prochaine étape du projet sera le dépôt, « dans les prochaines semaines », par le président de la République, d'une lettre de notification auprès du BIE, organisation internationale constituée de 169 États, qui choisira en 2018 l'organisateur de l'Exposition universelle de 2025.



Paris. En mars 2015, Jean-Christophe Fromantin (au centre), député maire (DVD), présentait la candidature de la France à l'expo universelle 2025. L'AFP/H.